

Infrastructures : le déclin français



Article rédigé par *Dominique Bilde*, le 12 février 2018

source[Boulevard Voltaire] Tout coûte de plus en plus cher, et nos infrastructures sont vieillissantes.

Il n'est qu'à regarder la carte des « grands projets » nationaux pour mesurer l'ampleur du déclin français.

Le projet avorté de construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en est l'exemple le plus connu. Il faut savoir que le projet avait été initié en 1963, c'est-à-dire il y a plus de cinquante ans ! De nombreux grands travaux d'infrastructures sont présentement en train de périlcliter, ou d'entraîner des surcoûts absolument démesurés. Prenons l'EPR de Flamanville, qui devrait ouvrir à la fin de cette année. Le coût de sa construction a triplé, passant d'une facture de trois milliards d'euros à une addition finale de près de 10,6 milliards d'euros. Colossal. Un schéma qui se multiplie, s'appliquant à tous les domaines : réseau SNCF, couverture 4G, autoroutes, etc.

Pis : l'existant n'est plus entretenu, faute de moyens. Tout coûte de plus en plus cher, et nos infrastructures sont vieillissantes. On le constate encore avec les intempéries du mois de février 2017, qui ont quasiment paralysé le transport ferroviaire, ou bien encore les pannes qu'a connues la gare Montparnasse. De la même manière, les routes secondaires sont abandonnées, ressemblant de plus en plus à ce que l'on peut trouver en Espagne ou au Portugal.

Quelle est la réponse de l'État à ces problèmes ? Abaisser la vitesse à 80 km/h, c'est visiblement moins difficile que de réparer les nids-de-poule. Une pente démoralisante contre laquelle l'État ne semble plus en capacité de lutter. Il y a des raisons à cela : les normes sont devenues drastiques (environnement, sécurité, etc.), les grands travaux ne font plus consensus dans la population et leurs coûts sont beaucoup plus élevés. Reste, pourtant, que les Français sont encore plus dépendants des infrastructures routières, ferroviaires, télécoms et énergétiques que jamais auparavant.

Combien d'entre nous doivent, dans le cadre de leur travail ou de leur vie familiale, emprunter l'autoroute ou utiliser le TGV ? Quels Français pourraient, aujourd'hui, se passer du réseau 4G ? La priorité serait donc de remettre de l'ordre dans ces projets, de déterminer lesquels sont obligatoires. Pourquoi entamer l'installation du 5G quand à peine 60 % du territoire sont aujourd'hui partiellement couverts par la 4G ? C'est un raisonnement du même ordre qui a conduit l'État à abandonner l'organisation de l'Exposition universelle à Paris, après l'obtention des Jeux olympiques d'été 2024 par la capitale.

Autre constat malheureux : les zones urbaines, rurbaines et périphériques du territoire national sont oubliées des politiques de développement public. Tant les LGV du Grand Sud-Ouest (ligne Bordeaux-Toulouse, ligne Montpellier-Perpignan) que les lignes à grande vitesse auvergnates (ligne Paris-Orléans-Clermont-Lyon) ou bien encore l'A31 bis entre Toul et le Luxembourg sont des projets abandonnés, retardés ou générant des dépenses supplémentaires très importantes. Notons, aussi, le report du prolongement de la LGV Rhin-Rhône à l'horizon... 2038 !

Où est la France du *Concorde*, de la fusée *Ariane* et du TGV ? Où est la France qui construisait, dès 1900, le métro parisien ? Où est la France qui bénéficiait d'un des meilleurs réseaux de voies rapides au monde ? Dans l'Est, les usines ferment. Papeterie, sidérurgie : tous les secteurs sont frappés par la concurrence internationale déloyale de la Chine ou de l'Inde, mais aussi par la féroce concurrence intra-européenne allemande ou le dumping social est-européen. Conséquence : les villes de taille moyenne, les fameuses « sous-préfectures » qui ont été le cœur de la France, se désertifient, perdent des commerces. C'est un cercle

vicieux, car de bonnes infrastructures permettent d'habiter dans ces petites villes. Et, réciproquement, des infrastructures deviennent rentables quand elles sont utilisées. De nos jours, les métropoles captent toute l'activité et attirent donc l'immense majorité des fonds et des grands travaux. En sortant de la spirale infernale dans laquelle nos dirigeants nous ont enfermés, conduisant aux délocalisations et à la désertification de pans entiers du territoire national, nous pourrions rendre à la France sa grandeur.